

Audiences populaires  
9 février 2008

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR), avec l'appui de plusieurs organisations (Échec à la Guerre et l'AQOCI), a lancé en 2006 une vaste campagne de mobilisation citoyenne et d'information sur la question de l'implication de l'armée canadienne en Afghanistan. Cette campagne est un appel au retrait immédiat des troupes canadiennes engagées en Afghanistan. Depuis le début du mois d'avril 2006, ce sont déjà plus de 35 000 personnes qui ont répondu à l'appel en signant une carte postale envoyée au Premier ministre du Canada. La poursuite des interventions militaires en Afghanistan est loin de représenter l'opinion de la majorité des Canadiennes et des Canadiens. Il est primordial que les citoyennes et les citoyens se prononcent, afin que l'on puisse s'opposer aux décisions du gouvernement. Les politiques étrangères du gouvernement Harper ne correspondent pas aux intérêts de la population et nous espérons que la population saura en tenir compte lors des prochaines élections.

Avec l'appui de sept organisations québécoises – l'Association québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI), Alternatives, le Centre de ressources sur la non-violence, les Artistes pour la Paix, les Bleuets pour la Paix, le Regroupement Québécois des Groupes Écologistes (RQGE) et le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) – le Comité de Solidarité/Trois-Rivières a poursuivi sa campagne de mobilisation citoyenne en lançant un appel au retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan sur les voies d'Internet. Depuis octobre 2007, se sont plus de 2000 signatures qui ont été recueillies. Un message publicitaire destiné à sensibiliser la population aux conséquences de la guerre en Afghanistan a également été diffusé sur les ondes de Radio Canada Mauricie, Internet et sur plusieurs chaînes de télé communautaire du Québec

Alors que 70 % des québécoises et québécois s'opposent à la présence militaire en Afghanistan, les déclarations de nos représentants politique sont très peu représentatives de l'opinion de la majorité. Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières a initié une campagne d'information sur l'implication militaire canadienne en Afghanistan à l'intention de tous les députés de la Chambre des Communes en faisant parvenir hebdomadairement un bulletin envoyé à l'ensemble des parlementaires afin de démystifier plusieurs aspects de cette mission guerrière.

Six ans après l'invasion de l'Afghanistan par des forces armées étrangères, l'insécurité est plus présente que jamais. Au Canada, on nous a laissé croire que l'intervention de l'armée canadienne en Afghanistan visait à rétablir la paix et l'équilibre, nécessaires pour apporter un nouveau souffle économique à ce pays. Pourtant, le public canadien constate avec chaque cercueil qui revient que le Canada s'est plutôt engagé dans des opérations de lutte anti-insurrectionnelle, visant à déloger les talibans du sud du pays. Est-ce ce nouveau rôle que la population du Canada désire pour son armée plutôt que le rôle de maintien de la paix ? **La présence militaire canadienne en Afghanistan n'apporte aucune solution constructive au conflit.**

À Kandahar et ailleurs au pays, les bavures et autres effets collatéraux inévitables de l'occupation militaire de l'Afghanistan continuent d'affecter la population civile, retardant d'autant l'avènement d'une société afghane sécuritaire et porteuse d'un projet de société vigoureux, plus à même de repousser l'influence des talibans que n'importe quelle armée du monde.

Il apparaît clairement que l'implication militaire canadienne en Afghanistan ne sert pas en premier lieu les intérêts de la population afghane. La démocratie et le développement durable constituent un processus qui s'acquiert par le renforcement de la société civile et par la diplomatie, et non par les armes. La participation du Canada dans l'invasion de l'Afghanistan sert d'abord les intérêts stratégiques des États-Unis.

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières rejette également le nouvel alignement militaire avec les visées dominatrices de nos voisins du Sud. Nous croyons que le Canada, en agissant ainsi, perd de sa crédibilité internationale. Il risque d'être associé aux flagrantes violations des lois humanitaires internationales qui continuent d'être commises en Afghanistan. Les Canadiennes et Canadiens ne veulent pas que leurs forces armées participent à une guerre d'agression et d'occupation illégitime visant surtout à renforcer la présence stratégique des intérêts occidentaux dans cette région du globe. Récemment, le rapport Manley a confirmé l'alignement du Canada sur les stratégies militaristes des États-Unis en recommandant au Canada de maintenir les troupes canadiennes en Afghanistan au-delà de 2009 en réorientant sa mission. Les recommandations du Rapport Manley, si elles sont suivies, enfermeront encore davantage le Canada dans le processus guerrier en cours tout en continuant de retarder l'avènement d'une paix véritable en Afghanistan.

Entre 2002 et 2006, ce sont 82 milliards de dollars américains qui ont été investis dans l'action militaire en Afghanistan, contre seulement 7 milliards de dollars pour le développement. Le retour des fillettes dans les écoles de Kaboul

a été interprété comme un succès de l'intervention occidentale dans le pays, même si la majorité des femmes en dehors de la capitale continue de vivre sous le même climat d'oppression qu'auparavant.

Il n'existe pas de solutions militaires à un problème politique. Nous croyons fermement que le maintien de la paix et la lutte au terrorisme ne passent pas par des opérations guerrières. Le gouvernement doit réduire ses dépenses militaires pour investir dans le travail des organisations qui font de la réduction de la pauvreté leur priorité. Au Canada, cela signifie **réduire le budget alloué aux dépenses militaires** et **réinvestir massivement dans la « guerre à la pauvreté »** que mènent différentes organisations tant au Canada, en Afghanistan que partout sur la planète, en conformité avec les Objectifs du Millénaire, dûment adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies notamment en consacrant 0,7% de son PNB à l'aide publique au développement.

Comité de Solidarité/Trois-Rivières  
942 Ste Geneviève, Trois-Rivières  
G9A 3X6  
819-373-2598  
[www.cs3r.org](http://www.cs3r.org)